

Tout d'abord, le bill deviendra une monstruosité administrative. Nous aurons cinq types divers de régions désignées au pays. Il serait bon de revenir en arrière et de relire certains commentaires qu'a faits le ministre il y a un an ou deux. A l'époque, il parlait de confiner à certains coins du pays le programme de développement régional et les régions désignées. Selon lui, les programmes devraient être sélectifs. Il a dit qu'en prenant trop d'ampleur, le programme du ministère irait à l'encontre de son but. Il me semble qu'avec ces régions additionnelles, c'est plus que 50 p. 100 du pays qui seront désignés. Cela infirme les intentions et la philosophie que le gouvernement avait au début quand il a lancé l'idée d'un nouveau ministère dans un effort pour supprimer les disparités régionales au Canada.

Un autre point qui me préoccupe, c'est la façon dont les subventions sont distribuées aux sociétés. Le ministre refile les subventions aux entreprises privées comme s'il s'agissait d'articles démodés. Souvent, on ne tâche même pas d'évaluer les effets à long terme et les engagements que les sociétés peuvent avoir dans une région donnée. D'après ce que je sais des programmes régionaux d'autres pays, il semble que lorsque ces pays essaient de résoudre le problème des disparités régionales, les gouvernements s'y engagent plus à fond, assument une plus grande responsabilité et s'y intéressent davantage. Ils ne cherchent pas à s'en remettre aux grosses sociétés pour la solution de leurs problèmes régionaux, et cela avec l'argent des contribuables.

Pourquoi ces problèmes de disparités et de faibles revenus se posent-ils dans certaines régions? Une des principales raisons, je pense, est que dans le passé nous avons compté entièrement sur les sociétés et la libre entreprise pour régler nos problèmes; il s'ensuit que dans de nombreuses régions, les gens sont victimes d'injustices et de disparités, pas parce qu'ils ne possèdent pas la formation et les aptitudes nécessaires, mais parce qu'ils vivent dans ces régions. Une compagnie va naturellement s'installer à proximité des marchés, où le transport est commode et bon marché et où se trouvent les matières premières et les ressources naturelles. Si nous voulons planifier l'économie du pays et éliminer en grande partie les disparités régionales et les injustices, le secteur public devra s'y engager davantage qu'il ne le fait aujourd'hui. Autrement, dès que le ministre accordera des subventions et des subsides, beaucoup de compagnies se demanderont sans doute pourquoi elles devraient demeurer plus longtemps dans telle région.

Au lieu de continuer à tourner dans ce cercle vicieux, pourquoi ne proposons-nous pas à la Chambre et au pays une société de développement. Le parti libéral en parle depuis cinq ans, c'est un sujet qui figure dans presque tous les discours du trône prononcés depuis cinq ou six ans. Lorsqu'il a comparu devant le comité, le ministre a signalé que ce serait peut-être un bon moyen de régler la question des disparités économiques régionales au Canada. Le ministre aimerait, je crois, avoir une société de développement. Étant donné l'autorité et l'influence qu'il a sur le premier ministre, et qui, je le suppose, sont grandes, je me demande pourquoi il n'essaie pas de pousser ce dernier à créer une société de développement pour que nous disposions d'énormes capitaux susceptibles

[M. Nystrom.]

d'être canalisés vers les régions qui en auraient besoin. De cette manière, la planification à long terme serait meilleure aujourd'hui.

Il m'a semblé, ainsi qu'à des témoins convoqués ces derniers jours devant le comité du développement régional, que le gouvernement se sert des programmes régionaux pour lutter contre ce qui est essentiellement un problème cyclique. Le gouvernement essaie aujourd'hui de résoudre bon nombre de problèmes à l'aide de programmes régionaux au lieu de pratiquer des réformes économiques d'ordre général et de prendre ses responsabilités. Pour réussir, il faut, à mon avis, qu'un programme de développement régional soit très sélectif. Je ne vois pas à quoi rime de désigner une ville comme Montréal et de la placer dans la même catégorie que les provinces atlantiques, à l'exception des 10 p. 100 supplémentaires accordés à ces dernières. Je ne pense pas que cela contribue à leur développement ni à celui de l'Est du Québec. Je suis sûr qu'une société préférerait s'établir à Montréal plutôt que dans les Maritimes malgré les 10 p. 100 supplémentaires. Si nous voulons résoudre les problèmes qui se posent dans des endroits tels que Montréal, il nous faudra nous préoccuper de l'ensemble de la situation économique au Canada. Ce qui me rend perplexe, c'est le nombre de déclarations faites par le ministre. Dans une intervention aujourd'hui, mon collègue, le représentant de Regina-Est (M. Burton), a donné lecture à la Chambre d'une déclaration du ministre des Finances du Québec qui était préoccupé par certaines déclarations du ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) au sujet de la situation économique de cette province. De tels faits m'inquiètent.

• (8.20 p.m.)

Pour ces raisons, je voudrais de nouveau prier instamment le ministre, sans aller jusqu'à analyser de nouveau et à repenser toute cette politique et cette attitude en vue de résoudre des disparités régionales au Canada, d'être moins sensible à certaines autres pressions politiques qui pourraient s'exercer sur lui pour lui faire inclure certaines régions et en exclure d'autres. Je propose au ministre d'appliquer sa propre théorie qu'il a exposée il y a environ un an lorsqu'il parlait de ne désigner que certaines régions, d'essayer de renforcer l'infrastructure, selon le principe du centre de croissance. Je prie instamment le ministre de ne pas se laisser emporter à fournir d'énormes subventions à des sociétés pour qu'elles s'établissent dans certaines régions. Nous constatons aujourd'hui qu'en vertu de l'amendement, en bénéficiant à la fois d'une subvention et d'une garantie de prêt, une société peut maintenant obtenir jusqu'à 80 p. 100 des frais totaux d'installation dans certaines régions du pays. Comme l'a dit un député, c'est trop. A vrai dire, il y a un an et demi, le ministre lui-même disait que s'il nous fallait accorder des subventions de 40 p. 100 ou davantage, mieux vaudrait diriger l'industrie nous-mêmes. Pourquoi pas? Si les Canadiens doivent prendre autant de risques et investir autant d'argent, pourquoi ne pouvons-nous pas avoir une part dans l'exploitation et alors avoir des chances de profiter de certains des avantages à long terme qu'une société comme celles-là pourrait avoir?